

SPECIAL EUROPE

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SUPPLEMENT A QdP N° 919

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Tout le bruit fait en France pour d'évidentes raisons de politique intérieure, par les quatre grands partis bourgeois autour de l'élection de juin du Parlement européen au suffrage universel, ne doit pas faire illusion. L'enjeu de ce scrutin est, on le sait, très limité, puisque l'Assemblée qui sortira des urnes, si elle dispose d'une légitimité accrue du fait du nouveau mode d'élection, sera toujours dépourvue — comme le Parlement européen précédent — de réels pouvoirs de décision. Or mesure à cela combien de débats actuels sur l'Europe, dont celui sur la supranationalité, sont dans les circonstances actuelles de faux débats. Car la construction européenne, pour réelle qu'elle soit, n'en reste pas moins jusqu'ici très limitée.

Outre l'équilibre, souvent fragile, entre les différentes forces politiques au sein de chacun des pays européens, la rivalité, qui continue de l'emporter, entre les différents impérialismes ouest-européens fonde les limites de cette construction européenne. En réalité, chacune des bourgeoisies européennes conserve une substantielle marge de manœuvre que ne remettent pas fondamentalement en cause les engagements souscrits dans le cadre européen. C'est pourquoi la bourgeoisie française, si elle a décidé, par exemple dans le cadre européen, son plan-sidérurgie, de restructurations et de licenciements, n'a pas eu besoin pour cela d'être «poussée» par l'Allemagne ou les technocrates de Bruxelles. Et c'est la raison pour laquelle les travailleurs de notre pays doivent s'en prendre résolument à la bourgeoisie française elle-même, et repousser aussi bien les schémas de ceux qui, tel Giscard, présentent l'Europe capitaliste comme le cadre où pourraient être solutionnés les problèmes des travailleurs, «insolubles dans le cadre national», que les schémas de ceux qui, tel Marchais, ne reculant devant aucun chauvinisme, ne voient l'ennemi que de l'autre côté de la frontière.

Bien sûr, lorsqu'elles se concertent, les bourgeoisies européennes n'hésitent pas à envisager des mesures qui renforcent l'exploitation des travailleurs à l'échelle de l'Europe. Ce faisant, ces bourgeoisies, qui agissent par libre consentement, en rapprochant les conditions faites aux travailleurs des différents pays européens, donnent les moyens de se faire battre, puisqu'elles créent ainsi les conditions objectives d'une riposte commune des prolétariats. Les sidérurgistes de Belgique, d'Allemagne, du Luxembourg, de France, confrontés dans la même période à des menaces semblables de licenciements, montrent, par les liens qu'ils ont commencé à établir entre eux, que la seule voie c'est celle de la lutte contre sa propre bourgeoisie et le renforcement de la solidarité des classes ouvrières et des peuples d'Europe contre le capitalisme.

L'Europe, aujourd'hui, c'est autre chose encore, autre chose que les polémiques actuelles entre les quatre «grandes» formations politiques françaises contribuant à masquer également. L'Europe c'est l'enjeu de la rivalité des deux superpuissances, rivalité dont l'aggravation menace aujourd'hui gravement la paix mondiale.

Alors que, sous l'effet des coups portés par les peuples du monde, l'impérialisme américain a dû reculer, c'est en essayant de détacher l'Europe occidentale de la sphère d'influence de celui-ci, que le social-impérialisme soviétique, à l'offensive par rapport à son rival, vise à s'assurer un avantage décisif sur lui. Sur cette base-là, la rivalité s'exacerbe entre les deux superpuissances au point de marquer de plus en plus fortement et dangereusement l'évolution de la situation internationale.

La division des pays européens les expose d'autant plus aux pressions des superpuissances, et en premier lieu aujourd'hui de l'Union soviétique qui, par son offensive, et sans préjuger de l'évolution ultérieure du rapport des forces, s'affirme comme le foyer de guerre le plus dangereux. Assurément, celle-ci préfère mille fois une Europe divisée, où les bourgeoisies déjà bien enclines aux compromis, seraient encore moins à même de résister à ses multiples pressions. Or, c'est dans une certaine mesure, pour résister aux pressions croissantes des superpuissances que les pays d'Europe de l'Ouest ont été conduits à renforcer leur concertation, quoique limitée, dans divers domaines. De ce point de vue, la construction européenne présente un aspect positif.

C'est l'intérêt des peuples de combattre tout ce qui va dans le sens d'un affaiblissement de la lutte solidaire des pays d'Europe contre les superpuissances. C'est leur intérêt de combattre tous les points de vue qui tendent à masquer la gravité de la rivalité des superpuissances et de ses conséquences.

En renforçant leur lutte révolutionnaire pour l'avènement du socialisme, meilleur garant de l'indépendance, les prolétariats d'Europe occidentale apportent aussi une contribution décisive à la lutte pour déjouer les manœuvres des superpuissances et ainsi faire reculer les risques de guerre.

Europe:

- Contre le capitalisme
- Contre les menaces de guerre des deux superpuissances

Solidarité des prolétariats et des peuples



Un exemple de luttes convergentes : celle des sidérurgistes allemands et celle des sidérurgistes français.



La construction européenne : mythes et réalités

Où en est aujourd'hui la concertation, au niveau politique et économique, entre les bourgeoisies des neuf pays membres du Marché commun ? Pour apprécier cette question, il convient de prendre en compte plusieurs réalités : l'état actuel de la concertation politique, telle qu'elle se manifeste au niveau des institutions, et son évolution prévisible ; l'état actuel de l'intégration économique, en particulier les avancées et les limites de la politique agricole commune ; les

derniers développements de cette concertation que constitue la mise sur pied du système monétaire européen.

On constatera que, sur chacun de ces points, la construction européenne a progressé ces dernières années de façon réelle, mais limitée. Le changement du mode de scrutin pour l'élection du Parlement de Strasbourg n'est pas en lui-même susceptible de modifier, d'accroître la tendance à l'accélération de l'intégration européenne.

Réalités et limites de l'intégration économique

L'Europe des Neuf, au niveau économique, c'est surtout, jusqu'à présent une union douanière, c'est-à-dire la suppression pour l'essentiel des taxes et droits de douane dans les échanges commerciaux entre pays de la Communauté.

Cela a provoqué un rapide développement des liens commerciaux entre pays de la CEE, et une importante interdépendance économique : la France effectue aujourd'hui 50 % de ses échanges avec les pays membres de la CEE (contre 30 % il y a vingt ans). Les rapports entre pays européens au niveau des échanges commerciaux sont toutefois affectés par la crise, qui accroît les disparités entre les différents impérialismes.



L'Airbus : une des rares réalisations communes des pays européens... avec une centrale solaire en Italie.

LE DOMAINE OU LA CONCERTATION ECONOMIQUE EST LA PLUS DEVELOPPEE : L'AGRICULTURE

La politique agricole commune est l'aspect le plus développé de la concertation économique entre les bourgeoisies des Neuf.

Elle repose, au moins en principe, sur la libre circulation des produits, et une organisation concertée des marchés garantissant des prix minimum aux producteurs.

En fait, les prix minimum ne sont pas garantis pour l'ensemble des produits. La garantie existe pour des produits tels que les céréales et le sucre, mais

très peu pour des productions comme le vin ou les fruits et légumes.

De ce fait, la politique agricole commune n'a nullement freiné le développement de l'exode rural, la ruine des petits producteurs, les prêts et aides alloués par la CEE étant déterminés d'un commun accord par les gouvernements qui choisissent d'aider ou de sacrifier tel ou tel secteur jugé « non rentables ».

Des contradictions importantes entre les différents impérialismes se font jour périodiquement sur les questions agricoles. C'est ainsi que les fluctuations monétaires perturbent le système de régulation des marchés mis en place. Pour éviter leurs effets, a

été instauré le système des montants compensatoires monétaires, qui annule l'effet des fluctuations monétaires. Ce système favorise les exportations agricoles des pays à monnaie forte, d'où de multiples tentatives de la part des autres pays pour les réduire. Un laborieux compromis a été mis au point au début de 1979, prévoyant le démantèlement sur quatre ans des montants compensatoires existants. Les nouveaux montants compensatoires (ceux qui résulteront des nouvelles fluctuations monétaires intervenant après l'accord) ne pourront durer que deux ans. Ce compromis ne donne que partiellement satisfaction aux demandes de l'impérialisme français.

La politique agricole commune ne porte pas sur les produits industriels nécessaires à l'agriculture. Ainsi, les produits industriels importés de pays extérieurs à la CEE reviennent moins cher à des agriculteurs allemands qu'à des agriculteurs français, avec les conséquences qui en découlent sur le prix de revient des produits agricoles.

De ce point de vue, la politique agricole commune ne réduit pas les disparités existant entre les pays membres de la CEE.

UNE POLITIQUE INDUSTRIELLE QUASI INEXISTANTE

Si la politique agricole commune existe, malgré les crises qui la secouent périodiquement, il n'existe pas réellement de politique commune dans le domaine industriel.

Il n'existe pas de capitaux proprement européens.

Des multinationales à l'échelle de l'Europe existent bien en nombre mais :

1) Il s'agit de firmes ayant une base dans un pays européen particulier (sociétés pétrolières : Shell, BP, CFP ; automobiles : Fiat, Volkswagen, Renault ; chimie : Unilever, PUK, Saint-Gobain). Ces sociétés ont étendu leurs activités en Europe, mais on ne peut pas dire qu'elles constituent des firmes européennes au sens où il s'agirait de capitaux qui échapperaient à tout lien avec un Etat particulier.

2) Ces firmes existent depuis bien avant la construction européenne. Ce n'est pas le développement de la concertation entre les pays européens qui a entraîné l'extension de l'activité de ces firmes au niveau européen.

3) Il existe des projets ou des réalisations industrielles communes aux pays d'Europe, ou à certains d'entre eux : c'est le cas dans l'aéronautique de Concorde et de l'Airbus, dans le nucléaire (Eurodif, Urenco), dans le domaine spatial ou dans l'informatique. Mais dans tous ces cas, il s'agit de réalisations impliquant des capitaux d'Etat ou résultant d'accords entre gouvernements. De surcroît, il s'agit essentiellement de réalisations de caractère expérimental, dont la rentabilité immédiate n'est pas garantie.

4) La politique européenne de l'énergie est quasiment inexistante. La crise pétrolière a bien amené les dirigeants des pays européens à faire des déclarations de principe sur la nécessité d'une politique énergétique indépendante. Mais cette politique en est restée jusqu'ici pour l'essentiel, au niveau des mots. C'est ainsi que le pétrole britannique de la Mer du Nord n'est pas intégré à une politique énergétique communautaire. La seule

réalisation qui vient d'être décidée consiste dans le financement d'une centrale solaire expérimentale en Italie, grâce au déblocage de fonds communautaires très limités.

LA ZONE DE STABILITE MONETAIRE

Une réalisation nouvelle, et qui semble avoir réussi pour l'instant, est la constitution de la zone de stabilité monétaire européenne. Les pays membres de la CEE, moins la Grande-Bretagne, se sont entendus pour résister en commun aux fluctuations que le dollar imposait à leurs monnaies respectives. Cet accord est limité par l'absence de la Grande-Bretagne et par des conditions particulières faites à l'Italie et à l'Irlande. Il n'en constitue pas moins une avancée dans la concertation des bourgeoisies européennes, qui ont des intérêts communs face aux dégâts que leur provoquent les fluctuations du dollar.

De ce point de vue, ces mesures, ainsi que certaines autres telles que les réalisations dans l'aéronautique ou le spatial, constituent une relative résistance des bourgeoisies ouest-européennes aux pressions économiques des USA.

La collaboration des polices

Qu'en est-il de l'« Europe des polices » ? On a en tête des faits de collaboration entre les polices de la CEE, comme la scandaleuse extradition de Klaus Croissant, livré à la police allemande alors qu'il avait demandé le droit d'asile en France. Malgré cette coopération des polices, qui existe effectivement, il n'y a pas à l'heure actuelle d'intégration à ce niveau, chaque Etat restant maître de sa propre police. Par exemple, lorsque la police allemande est intervenue en France pour rechercher des membres de la Fraction Armée rouge, elle n'a pu le faire qu'avec le consentement du gouvernement français et pour cette seule affaire.

Cette coopération des polices n'est pas une conséquence directe de l'existence de la CEE. Ce n'est pas d'hier par exemple que les polices de France et d'Espagne collaborent dans la chasse aux réfugiés politiques, cette collaboration ayant été renforcée récemment par la convention franco-espagnole de 1977, et la suppression du statut de réfugié politique. Il n'y a pas au besoin pour cela de la CEE, dont l'Espagne n'est toujours pas membre.

De la même façon, une coopération existe avec les polices d'autres Etats européens non membres de la CEE. Des rencontres ont notamment eu lieu entre le ministre français de l'Intérieur et ses homologues de pays tiers, comme la Suisse ou l'Autriche.

Il y a donc bien une coopération entre les polices de différents pays européens, qui agissent parfois en commun. Mais cette coopération ne découle pas de l'existence ou du renforcement du marché commun.

L'Europe «des justices»

Malgré certaines velléités, il n'existe pas à l'heure actuelle de législation unifiée au niveau européen. Une convention d'extradition est envisagée pour la rentrée prochaine ; elle prévoit que les auteurs d'un crime ou d'un délit commis dans un pays membre seront poursuivis dans les autres pays membres ; les pays «d'accueil» décidera alors soit de les extraditer, soit de les juger pour le fait commis, selon les lois du pays d'accueil. Ces

mesures en sont à l'état de projet.

Dans tous les cas, ces mesures qu'elles concernent ou non des pays membres de la CEE, sont dangereuses pour les libertés démocratiques pour la liberté d'action des travailleurs. A ce titre, elles doivent être combattues avec vigueur et solidairement par les prolétariats et les peuples d'Europe.

L'union politique de l'Europe : mythes et réalités

La concertation entre les bourgeoisies européennes s'effectue dans le cadre défini par le traité de Rome, adopté en 1957, et modifié en ce qui concerne les pouvoirs du Parlement européen en 1975. Certains y voient l'embryon d'un Etat supranational, les organismes communautaires imposant des décisions aux Etats. La réalité reste aujourd'hui de cela. Le principe reste, pour toutes les décisions importantes, la règle de l'unanimité. Le pouvoir exécutif, émanation des Etats, a le rôle de décision dans les instances communautaires, et le Parlement européen a un rôle uniquement consultatif.

Le processus d'une prise de décision suit le schéma suivant :

— La Commission de Bruxelles, organisme de 13 membres désignés d'un commun accord par les différents gouvernements, à l'initiative de proposer des recommandations ou des directives. Par elle-même, elle n'a pas de pouvoir de décision.

— Lorsque la Commission veut proposer une directive ou une recommandation, elle doit consulter le Parlement, composé jusqu'au 10 juin de membres désignés par les Parlements nationaux à la proportionnelle des groupes. Le rôle du Parlement

est, à ce niveau, purement consultatif.

Après que le Parlement ait donné un avis, le Conseil des ministres des Neuf, réunissant les ministres compétents de chaque pays, statue à l'unanimité et prend une décision. Une directive devient alors exécutoire pour l'ensemble des pays. Toutefois, si cette décision aboutit à modifier les législations nationales, il faudra que les Parlements européens les adoptent. Il suffirait alors que le Parlement d'un seul des pays rejette la directive pour que celle-ci ne soit pas applicable.

En définitive, ce sont bien les gouvernements nationaux — et éventuellement les parlements — qui possèdent le pouvoir de décision sur les questions communautaires. En ce sens, l'appellation de Parlement donné à l'Assemblée européenne ne doit pas faire illusion : il ne s'agit nullement d'un organisme qui aurait le pouvoir de voter des lois.

Depuis 1975, le Parlement européen a vu toutefois ses pouvoirs s'accroître dans le domaine budgétaire. C'est la Commission qui présente un projet de budget, mais le Parlement a le pouvoir de l'amender, à condition de ne pas accroître le montant des dépenses. Il peut également rejeter en bloc le

budget, mais dans ce cas, c'est toujours à la Commission que revient l'initiative de présenter un nouveau projet de budget. Ces pouvoirs budgétaires sont de toute façon limités par le fait que le budget de la Communauté (1/5 environ du budget français) est consacré pour plus de 80 % à des dépenses qui ne peuvent pas ou difficilement être modifiées : les frais de fonctionnement de la bureaucratie communautaire d'une part, et d'autre part les « dépenses obligatoires », c'est-à-dire celles découlant automatiquement de l'application des traités (comme celles concernant les subventions dans le cadre de la politique agricole commune).

CE QUI VA CHANGER

Quelles modifications vont être apportées aux pouvoirs du Parlement européen, avec son élection au suffrage universel ? Le texte portant modification du traité ne change que le mode de désignation des parlementaires européens, et n'ajoute pas une once à leurs pouvoirs. Le recours au mode d'élection au suffrage universel direct était d'ailleurs déjà prévu au traité de Rome.

On peut s'interroger sur le fait de savoir si ce mode d'élection n'est pas de nature à accroître les revendications de nouveaux pouvoirs de la part du Parlement



Un «Parlement» qui n'a pas le pouvoir de voter des lois.

ainsi élu, se voyant en quelque sorte investi d'une légitimité populaire par le suffrage universel.

Ce n'est pas à exclure, mais, en tout état de cause, les pouvoirs du Parlement ne peuvent être accrus que par une modification des traités. Une telle modification ne peut intervenir qu'avec l'accord des gouvernements et des Parlements de tous les Etats membres. Pour la France, il faudrait même une modification de la Constitution, ce qui impliquerait un référendum. Il existe donc de multiples barrières à un tel

accroissement du Parlement européen.

Le moindre de ces barrages n'est pas la réticence de la plupart des bourgeoisies européennes face à l'octroi de pouvoirs législatifs au Parlement européen : une telle modification des traités pourrait aboutir à ce qu'une d'entre elles se voie imposer des mesures qu'elle estimerait contraire à ses intérêts. L'ensemble des bourgeoisies ouest-européennes, entre lesquelles la rivalité inter-impérialiste reste vive, ne sont pas prêtes à s'engager dans cette voie.

La RFA

● Ni superpuissance régionale ● Ni cheval de Troie des USA

1976, où elle menaçait de refuser toute aide financière si le PCI accédait au pouvoir ; au Portugal en 1975 et 1976 où la social-démocratie allemande est intervenue massivement pour créer le parti socialiste de Soares.

Tout ceci est incontestablement vrai. Toutefois, si la RFA a su profiter, grâce notamment à son avance économique, dans une très large mesure de la construction européenne (et davantage certainement que les autres impérialismes ouest-européens), il faut apporter néanmoins quelques retouches à ce tableau qui vise à présenter la RFA comme le « maître de la CEE », le « leader politique de l'Europe atlantique ». (Humanité du 20.2.79).

L'ALLEMAGNE EPARGNEE PAR LA CRISE ?

Pas plus que les autres pays européens, la RFA n'a été épargnée par la crise. Restructurations, licenciements massifs, fermetures d'usines dans la sidérurgie, la métallurgie, le livre, la chimie, le textile... Des dizaines de milliers d'emplois ont ainsi été supprimés. On compte plus d'un million de chômeurs, soit 4,5 % de la population active (sans parler des centaines de milliers d'immigrés renvoyés dans leurs pays). La croissance de la RFA reste limitée alors que le taux d'inflation a tendance à s'élever et pourrait atteindre officiellement

5 % pour 1979 (contre 2,6 % en 1978).

La puissance exportatrice de la RFA, si elle présente un atout incontestable, la rend, d'autre part, plus dépendante de la conjoncture globale. La RFA exporte 23 % de son Produit national brut (contre 7 % pour les USA, par exemple), près de la moitié de ses exportations vont dans les pays de la CEE : beaucoup plus que des rapports de domination, il existe donc des liens d'interdépendance entre la RFA et les autres pays européens. Et si l'impérialisme ouest-allemand est la puissance économique dominante dans la CEE, cette puissance est cependant « relative ».

De plus, comparé à l'impérialisme français, l'impérialisme allemand ne dispose pas de certains atouts. Sur le plan militaire, si elle dispose de la première armée conventionnelle d'Europe de l'Ouest, la RFA ne dispose pas comme la France, d'une force de frappe nucléaire. Et elle ne dispose pas non plus de certaines relations internationales privilégiées que conserve la France, en particulier avec le Tiers-Monde, vis-à-vis duquel elle occupe encore une position spéciale, même si la RFA y a beaucoup développé son intervention politique.

RFA ET USA : LES CONTRADICTIONS SE MULTIPLIENT

Seraient-ce alors les liens étroits avec la superpuissance américai-

ne qui confèrent à l'Allemagne le rôle dominant en Europe, celle-ci imposant à la CEE les choix américains ?

La bourgeoisie ouest-allemande a, dans le passé, effectivement choisi de défendre ses intérêts propres en reconnaissant inconditionnellement le leadership américain. Le déclin relatif de la superpuissance américaine dont l'Allemagne fédérale, privée d'une défense véritablement indépendante dépend presque entièrement pour sa sécurité, les pressions du social-impérialisme, ces deux facteurs ont cependant sérieusement ébranlé la confiance de la bourgeoisie allemande dans la protection américaine.

De nombreuses contradictions se sont faites jour entre la RFA et l'impérialisme US, notamment depuis l'arrivée au pouvoir de Carter, soit sur le plan économique — la RFA s'est opposée aux pressions américaines de relancer son économie ; elle a fait preuve d'une résistance inhabituelle en maintenant son contrat nucléaire avec le Brésil — soit, surtout, sur le plan de la défense : l'hypothèse américaine sur l'abandon par l'OTAN d'un tiers du territoire allemand en cas de conflit avec l'Union soviétique a amené la bourgeoisie allemande à craindre que la RFA soit de plus en plus un objet de marchandage entre les deux superpuissances.

Si les incertitudes de la politique américaine ont rapproché la RFA davantage de l'Europe (et notamment de la France, comme c'est le cas pour la mise en place du système monétaire européen par exemple), la bourgeoisie allemande — et dans son sein notamment la social-démocratie — tête, depuis un certain temps, le terrain du côté de l'Union soviétique. Effectivement, un certain nombre de dirigeants politiques ont pris dernièrement des positions plutôt favorables à un rapprochement avec l'impérialisme soviétique. Ainsi, des dirigeants sociaux-démocrates ont attesté à l'Union soviétique que son potentiel militaire serait « défensif et non pas agressif », que le social-impérialisme ne serait « nullement expansionniste » ; Schmidt a félicité l'URSS pour son « sang froid » dans le conflit Vietnam-Chine.

Certes, la bourgeoisie ouest-allemande est loin de remettre en cause la domination américaine en Europe, et le rapprochement entre Bonn et le social-impérialisme ne saurait être surestimé. Cependant, présenter la RFA comme le cheval de Troie des Etats-Unis signifie ne pas tenir compte des contradictions réelles entre l'impérialisme ouest-allemand et la superpuissance US, contradictions apparues à un moment où, dans leur rivalité avec l'URSS, les USA sont en recul.

Depuis 1974, 123 000 emplois ont été supprimés dans la sidérurgie européenne. D'après les plans de restructuration en cours, 100 à 150 000 emplois supplémentaires sont menacés, dans les années à venir. Ceci illustre, dans une branche particulière, l'ampleur de la crise qui frappe l'Europe occidentale et ses conséquences pour les travailleurs. Ainsi, le chômage est devenu un des problèmes les plus aigus pour les travailleurs de l'ensemble des pays de la communauté européenne et des pays qui s'y attachent à y entrer. Ce sort commun est porteur d'une riposte commune. Tandis que les travailleurs de notre pays ont développé depuis plusieurs mois des actions offensives, dans la sidérurgie et d'autres branches, les travailleurs des autres pays européens ne sont pas en reste, dans la communauté des Neuf (voir ci-dessous) et en-dehors.

Grande-Bretagne: les directions syndicales ont de plus en plus de mal à empêcher les «grèves sauvages»

Fortement secoués par les longues grèves de cet hiver, dont celle des camionneurs qui a paralysé le pays pendant plusieurs semaines, le TUC, Trade Union Congress (centrale syndicale unique regroupant tous les syndicats par branche) a vu sa politique de collaboration de classe et de courtoisie de transmission du parti travailliste remise en cause par les travailleurs. L'automne 1978 était marqué par la grève des 57 000 ouvriers de Ford qui réclamaient 25 % d'augmentation, soit 5 fois plus que ce que le «contrat social», signé entre les syndicats et le gouvernement imposait aux travailleurs. Après plus d'un mois de grève, la direction de Ford accordait une augmentation de 16 %, première brèche dans la politique de limitation des salaires imposée par les travaillistes au pouvoir.



Les travailleurs britanniques manifestent à Londres contre les licenciements

La Grande-Bretagne allait connaître un de ses hivers les plus «chauds» lorsque le puissant syndicat des travailleurs du transport (TGVU) lançait une grève illimitée de ses routiers transporteurs de carburant sur les revendications de 65 livres de salaire par semaine pour 35 heures de travail. Ils furent suivis par l'ensemble des

camionneurs, ce qui eut pour effet de paralyser le pays. Les directions syndicales ayant échoué pour faire reprendre le travail globalement, elles organisèrent la reprise en imposant des négociations région par région. La plupart de celles-ci obtinrent 64 livres par semaine mais se virent refuser les 35 heures. Cependant, le mouvement était lancé contre le «contrat social», et c'est bientôt l'ensemble des fonctionnaires (cheminots, employés des hôpitaux et de l'administration) qui se mettaient en grève pour des augmentations de salaires, achevant le «contrat social» moribond. Les travailleurs britanniques rejettent, de plus en plus nombreux, la politique d'austérité et de chômage (officiellement le nombre des chômeurs est de 1 300 000, il atteindrait en réalité 1 500 000) imposée hier par les travaillistes, aujourd'hui par les conservateurs. Les ouvriers de Dunlop à Spoke, dans une des régions les plus fortement touchées par le chômage, viennent encore de le montrer, en déclenchant la lutte contre la fermeture de leur usine. Celle-ci fournit un exemple de solidarité des prolétaires à l'échelle européenne, elle a été soutenue par les travailleurs français et italiens dans les usines du groupe Dunlop-Pirelli.

Irlande du Sud: essor des luttes

L'Irlande du Sud a le triste privilège de battre le record du chômage et des bas salaires dans la CEE. Le chômage touche 9 % de la population active, 11 % à Dublin (sans compter les immigrants mal recensés). Le gouvernement irlandais s'est lancé dans une politique économique «hyper-libérale», ouvrant largement les portes aux investissements étrangers, en chargeant l'IDA (Industrial Development Authority) de mener un vaste programme d'industrialisation. Une des conséquences de cette politique réside dans le fait que les entreprises étrangères attirées par ces avantages financiers et fiscaux, se révèlent souvent n'être que des «fly by night industrials» (mot à mot : des industries de vol de nuit) qui, une fois les superbénéfices réalisés grâce aux largesses du gouvernement irlandais, s'envolent alors vers d'autres lieux : Hong-Kong ou Singapour, où la main-d'œuvre est encore moins chère.

Les travailleurs irlandais rejettent la politique économique du gouvernement, ils ont refusé tout pacte social pour 1979 et

s'attaquent à la politique fiscale du gouvernement qui fait des cadeaux aux multinationales et taxe lourdement les travailleurs en prélevant les impôts directement sur leurs salaires. Ainsi depuis plusieurs mois ont lieu des manifestations pour l'abaissement et la réforme de l'impôt. Ils étaient 200 000 à Dublin, le 20 mars, à protester contre la politique fiscale du gouvernement. Ce dernier affronte actuellement de nombreux grèves. Les 13 000 postiers qui réclament des augmentations de salaires allant de 30 à 50 % en sont à leur 12^e semaine de grève, ils ont reçu le soutien de syndicalistes allemands et français. Les postiers ont été rejoints pendant une période par les conducteurs de bus et les dockers de Dublin qui refusaient de décharger trois pétroliers, en raison de la pénurie artificielle créée par certaines compagnies pétrolières, prenant prétexte de la crise iranienne pour réduire leurs livraisons en Irlande. On parle actuellement d'une grève des employés de banques. Certains vont jusqu'à comparer la situation actuelle à la grève générale de 1913.

RFA: un renouveau des luttes

L'année dernière, l'Allemagne a connu les luttes les plus longues et les plus combattives depuis les grèves «sauvages» de 1969 et 1973. D'abord c'étaient les dockers qui s'étaient prononcés à 97 % pour la lutte, se sont mis en grève au printemps 1978 ; ils ont rejeté un compromis élaboré par leur syndicat avec le patronat, et ont continué la lutte jusqu'à ce qu'ils aient obtenu une augmentation salariale plus satisfaisante. Les travailleurs du Livre les ont suivis, menant une lutte très combattive contre les licenciements massifs, refusant de payer les frais de la rationalisation capitaliste. Puis, c'était le tour des métallos du Bade-Wurtemberg. En novembre, les sidérurgistes de la Ruhr ont commencé leur grève pour les 35 heures. Ils ont tenu pendant six semaines, rejetant tout compromis, trahissant leurs intérêts, mobilisant autour d'eux un puissant mouvement de solidarité. Le fait que les sidérurgistes n'ont pas réussi à imposer leurs revendications (en effet, directions syndicales et patrons de l'acier ont fini par se mettre d'accord sur le maintien de la semaine de 40 heures jusqu'en 1984),

ne saurait faire oublier la combativité exemplaire avec laquelle s'est menée cette grève, les nouvelles formes de lutte qui sont nées et qui visaient notamment à briser le morcellement de la lutte que tentaient d'imposer les dirigeants syndicaux, la grande unité autour de la revendication des 35 heures qui d'ailleurs a dépassé le cadre de la seule sidérurgie. La revendication des 35 heures sans baisse de salaire est perçue aujourd'hui par la classe ouvrière ouest-allemande comme un des moyens essentiels dans la lutte contre le chômage et les licenciements massifs. Dans leur grève, les sidérurgistes ont fait l'expérience concrète que cette revendication ne peut être arrachée au patronat qu'à force d'une lutte dure et déterminée. Et ils ont fait cette autre expérience, précieuse pour l'avenir (et les nombreux débats qui ont lieu encore aujourd'hui dans les syndicats montrent qu'ils sont décidés à en tirer les leçons nécessaires), que cette lutte ne peut être menée de façon efficace qu'en s'opposant aux directions syndicales prônant la collaboration de classe.

Pays-Bas: négociations pour les 35 heures

Aux Pays-Bas comme en RFA, les syndicats affirment que la réduction du temps de travail constitue le seul moyen efficace de résorber le chômage devenu préoccupant (en décembre 78, il touchait 5,3 % de la population active et 6,2 % dans les régions moins industrialisées du Nord). A la suite de l'échec des négociations salariales à l'échelon national en novembre dernier, des pourparlers sont entamés depuis le début de l'année, secteur par secteur. Les deux principaux syndicats : ceux de la métallurgie lourde (240 000 salariés) et de la construction (260 000 salariés) font de la semaine de 35 heures, une de leurs principales revendications. Ils ont refusé jusqu'à maintenant les propositions gouvernementales du Bureau Central de Planification qui, tout en réduisant le temps de travail à 35 heures, diminuerait en conséquence les salaires et augmenterait les prix de 0,7 %.

Danemark: grèves et manifestations contre le blocage des salaires

La décision du gouvernement de bloquer les salaires, le 29 septembre dernier, devait entraîner une série de grèves chez les postiers, les éboueurs et les ouvriers des chantiers navals. Dans le même temps, le patronat remettait en cause l'échelle mobile des salaires, alors que les syndicats demandent son renforcement. Le 15 mars dernier, 700 000 fonctionnaires et employés des services publics faisaient grève, pour protester contre le déroulement des négociations, pour le renouvellement des conventions collectives. Une semaine plus tard, les ouvriers se joignaient aux fonctionnaires pour manifester contre le projet du gouvernement de proroger les conventions collectives de 2 ans. Le parlement a en fin de compte adopté ce projet qui prévoit également l'abandon du blocage des prix, tout en promettant un minimum garanti pour les bas salaires et en accordant une 5^e semaine de congés payés, valable en 1981 - 1983.

Italie: nombreuses manifestations pour de nouvelles conventions collectives

Alors que patronat et syndicats négociaient la révision des conventions collectives pour les travailleurs de l'industrie et les ouvriers agricoles, d'importantes manifestations ont été déroulées dans différentes régions d'Italie pour peser sur les négociations. Tandis que patronat et gouvernement veulent intégrer les syndicats à leur politique, les travailleurs font le bilan de cette politique dont le PCI s'est fait le champion lors de cette politique qui veut participer au gouvernement, il a fait pression sur les syndicats, afin qu'ils «auto-limitent» leurs revendications. L'«autonomie syndicale» est réaffirmée avec force par les travailleurs qui rejettent la politique d'austérité. Dans les villes du Nord : Turin, Bari et Potenza, des manifestations regroupant plusieurs dizaines de milliers de personnes se sont déroulées à l'appel des syndicats pour peser dans les négociations des conventions collectives et soutenir les occupations d'usines qui avaient lieu dans le même temps au Sud du pays. Dans les négociations avec le patronat, celui-ci refuse de céder sur les revendications avancées par les plate-formes syndicales, telles

que le droit à l'information, la réduction du temps de travail sans perte de salaire et l'amélioration des conditions de travail, dont la baisse des cadences. La direction des entreprises du secteur public exige de la FLM (Fédération Unitaire des Métalliers) qu'elle prenne publiquement position sur la «lutte contre l'absentéisme» des ouvriers et refuse de payer le premier jour de maladie. Dans le Sud du pays, une semaine de lutte dans la chimie, avec des manifestations regroupant parfois plus de 10 000 personnes,

comme à Cagliari, avait lieu, le mois dernier, afin d'obtenir la relance des activités des usines fermées, ceci alors que les restructurations frappent des régions déjà sous-industrialisées. Le 2 mai les carrossiers de l'atelier de finition de la Fiat Mirafiori de Turin se sont mis en grève contre le chômage partiel imposé par la direction. Ils ont bloqué la circulation pendant plusieurs heures. Après 2 jours de grève, ils obtenaient la garantie de nouvelles embauches.

A Cagliari (Sardaigne), 15 000 ouvriers de la chimie et métallos manifestent contre les fermetures d'entreprises.



DES LUTTES PARTOUT EN EUROPE !

Belgique: nombreuses grèves pour la réduction du temps de travail

Le chômage, qui touche 500 000 travailleurs belges, est particulièrement important dans la sidérurgie où l'accord conclu fin 78 entre le patronat et les syndicats belges, qui prévoit une participation accrue de l'Etat, se soide par une accélération des restructurations dans cette branche. Pour la seule année 77, les entreprises wallonnes avaient supprimé 6 700 postes de travail, tandis que le nouveau plan de

Luxembourg: face aux licenciements massifs dans la sidérurgie

La social-démocratie, représentée par le Parti ouvrier socialiste, qui participe à la coalition gouvernementale depuis 1974, contrôle le principal syndicat : OGB-L, majoritaire à 80 % parmi les syndicats de l'industrie sidérurgique. Le gouvernement luxembourgeois dispose d'un instrument supplémentaire pour imposer les licenciements : la tripartite, commission composée des dirigeants de l'ARBED (trust de la sidérurgie), de représentants du gouvernement et de représentants des syndicats. Les licenciements sont particulièrement nombreux dans la sidérurgie où, depuis 74, 1 100 emplois ont déjà été supprimés (le Luxembourg compte 360 000 habitants) : fermeture d'ARBED-terre rouge, à Esch (au Sud du pays), de MMRA à Rodange, début de fermeture, atelier par atelier de l'aciérie de Dudelange. Mais, ici, la mobilisation des sidérurgistes, en juin 78, a empêché la fermeture de l'entreprise.

Les fonctionnaires et les employés des services publics, qui s'étaient mis en grève, au début de cette année, pour des augmentations de salaires de 3 à 5 %, menacent de déclencher de nouveaux mouvements.

Les syndicats français et l'Europe

Depuis plusieurs mois, l'échéance des élections européennes a d'une certaine façon accéléré la réflexion, au service des peuples et des travailleurs d'Europe.

La CFDT est, pour sa part, décidée à agir pour que «l'Europe» se construise et s'affirme sur les plans politique, économique, social, idéologique. Il ne s'agit pas de développer une puissance européenne qui prendrait place aux côtés des autres puissances, mais à partir des luttes des travailleurs et des réalités européennes, d'élaborer des politiques et de tracer des voies qui permettraient à l'Europe de participer à l'émancipation et au développement des peuples des différents continents.

LES POSITIONS DE LA CFDT

Nous publions ci-dessous des extraits significatifs de cette déclaration du B.N. de janvier. (...) L'Europe telle qu'elle existe et fonctionne aujourd'hui n'est pas celle des travailleurs. Il y a loin entre la réalité vécue par les hommes et les femmes et les déclarations d'intention des porte-parole des groupes dirigeants des Etats nationaux. Il n'y a pas de volonté politique de construire une entité économique, sociale, politique, spécifique au service des intérêts des travailleurs et des peuples (...). (...) De plus, l'équilibre du monde a besoin en Europe de l'existence d'une entité politique indépendante des grandes puissances. L'effort national est incapable à lui seul, de créer les conditions d'une évolution de rapport des forces au sein de l'Alliance Atlantique comme dans le monde. Seule une entité européenne fondée sur une Europe de coopération et de solidarité, capable de s'affirmer de manière autonome face aux grandes puissances et aux grandes firmes transnationales, peut aider à établir un climat de paix et de sécurité dans le monde. En cela, notre option en faveur d'une telle Europe rejoint la tradition syndicale de lutte pour une solidarité internationale authentique et la paix. (...) La CFDT, sous diverses formes, s'est toujours prononcée pour une Europe ouverte, décloisonnée de ses

restructuration prévoit la suppression de 7 à 8 500 emplois, d'ici à 1980. Face à cette politique, la lutte s'impose pour les sidérurgistes belges qui avancent les revendications suivantes :

- Remplacement des postes libérés par les mises à la retraite anticipée, par l'embauche des jeunes au chômage.
- Semaine des 36 heures tout de suite, avec embauche proportionnelle.
- Non à l'augmentation des cadences.

Les licenciements, c'est pour les empêcher que les verriers de Glavérel-BSN à Charleroi, ont lutté pendant plusieurs semaines en mars dernier. S'inspirant de la lutte des sidérurgistes français, ils ont bloqué des routes et la gare de Charleroi. Les ouvriers de Glavérel ont envoyé des délégations dans plusieurs usines de Belgique et en France auprès des travailleurs de Bousois. Parmi les usines de la région qui ont manifesté leur solidarité avec cette lutte, l'ACEC (métallurgie) également à Charleroi s'est mise en grève fin mars pour les 36 heures immédiates avec embauche et



Les piquets de grève chez Renault-Vilvorde (Belgique). Ici un gréviste repère les jaunes à la jumelle.

pour une augmentation de salaire. Fin avril, c'était au tour des ouvriers de Renault-Vilvorde de se mettre en grève, eux aussi pour la réduction du temps de travail avec embauches com-

pensatoires et sans augmentation des cadences. La direction de Renault n'a pas accordé satisfaction aux revendications des ouvriers de Vilvorde, craignant sans doute d'avoir à

étendre ces avantages aux usines françaises. Cependant, elle a accordé les 39 heures et sous forme de 4 jours de congés mais elle ne s'est pas engagée sur de nouvelles embauches.

la première fois au suffrage universel...).

C'est ainsi que, de déclaration en déclaration, on en est arrivé au mot d'ordre confédéral, si l'on peut dire, d'éviter les slogans en raccourci.

Au congrès de Grenoble, J. Galland déclarait : «Syn-dicalement parlant, peut-on soutenir les tentatives d'intégration et les perspectives d'élargissement ? Comment pourrions-nous être pour cette Europe et contre les transnationales ? Comment accepter cette Europe, et dans le même temps, être contre l'espace policier européen qui se construit autour des trusts et contre l'espace militaire qui se met en place ? Nous ne pouvons pas nous permettre de dire oui à conditions ou non à moins que (...). Cela dit, nous affirmons ne pas être contre la construction de l'Europe, ni contre l'élargissement, mais nous voulons en modifier fondamentalement le caractère et la nature, en partant bien des réalités que nous vivons».

La Confédération européenne des syndicats

La Confédération européenne des syndicats est née les 8 et 9 février 1973 à Bruxelles. C'était bien sûr, de la part des syndicats «libres» qui la constituent, une tentative de réponse à l'élargissement de la Communauté européenne. Mais c'était aussi l'amorce d'une recomposition du mouvement syndical européen. Avant la création de la CES, la Confédération européenne des syndicats libres (CESL) regroupait les syndicats «libres» des 6 pays de la Communauté. Dans la CES, les syndicats britanniques sont présents, ainsi que certains syndicats de pays de l'Association européenne de libre échange qui ne sont pas membres de la Communauté. Le premier président de la CES sera le secrétaire général des TUC (Congrès des trade unions), l'Anglais Victor Feather, suivi par le président du DGB allemand.

Peu à peu, la CES s'est ouverte à des syndicats affiliés à la CMT, malgré l'opposition de gens comme Bergeron pour FO. C'est ainsi que la CFDT fait aujourd'hui partie de la CES, et qu'elle s'en réclame clairement plus que FO. Il n'est pas exclu que dans un avenir proche, et dans la mesure où ils marqueront davantage encore leurs distances avec les pays de l'Est et la FSM, certains syndicats comme la CGT française puissent aussi adhérer à la CES. Là encore, c'est une rude bataille, car FO et le DGB mettent pratiquement leur veto à l'entrée de la CES dans la CES. Le 14 mai, commençait à Munich le 3^e congrès de la CES, avec des délégués de 18 pays européens, représentant 31 organisations membres de la CES. La CES, qui regroupe de fait plusieurs dizaines de millions de syndiqués (29 millions dès sa création) n'est sans doute pas très connue, y compris des syndiqués qu'elle regroupe automatiquement, du moment qu'ils sont membres de telle ou telle centrale. C'est d'ailleurs le cas de la plupart des confédérations internationales, y compris de la FSM ! C'est pourtant un lieu où se décident certaines orientations syndicales d'ensemble, et dont il faut tenir compte...

Et récemment dans La Vie Ouvrière : «La Communauté d'intérêts des travailleurs en Europe est évidente... Et elle s'exprime par l'émergence de revendications convergentes. Voire même identiques. C'est le cas, par exemple, pour la réduction du temps de travail et la semaine de 35 heures, contre le chômage, pour le plein emploi. Et de ce point de vue nous développons, tant au niveau de nos fédérations que de la confédération, de grands efforts pour que l'action puisse se mener ensemble, avec

toutes les organisations syndicales d'Europe. Mais il faut bien voir que nous nous heurtons à des difficultés qui sont en réalité politiques. La CGT a demandé son adhésion à la CES. Cette demande rencontre des échos favorables auprès de plusieurs organisations nationales, c'est le cas pour la FGTB de Belgique, pour les TUC britanniques et des organisations syndicales scandinaves. Mais nous nous heurtons au refus d'autres organisations, notamment du DGB de RFA et de son président Vetter.

A quoi sert la campagne antieuropéenne du PCF ?

Depuis de longs mois, très exactement depuis septembre 78, le PCF a engagé une vigoureuse campagne contre l'Europe. Bien sûr, cela n'est jamais dit tel quel ; au contraire, les dirigeants du PCF prennent soin de bien préciser que l'Europe est aujourd'hui un fait, et qu'il n'est pas question pour eux de demander le retrait de la France de la Communauté européenne. Mais dans les faits ?

Une résolution spéciale du 23^e congrès ne s'embarrasse pas de nuances : «Vingt ans de politique européenne se soldent par un bilan désastreux : un chômage massif, une inflation permanente, la baisse continue des revenus agricoles, la stagnation économique et le démantèlement des grandes industries comme la sidérurgie, le textile, les chantiers navals». Comme si tous ces maux étaient le seul fait des pays de la CEE, comme si c'était l'Europe, et non la bourgeoisie française qui était en premier chef responsable dans notre pays !

Le 23^e congrès a été riche en «explications» de ce genre.

Quand les licenciements massifs dans la sidérurgie sont décidés par les maîtres de forge, c'est de la faute au plan Davignon, et à l'Europe. Quand les paysans du Lot-et-Garonne sont contraints de quitter leur pays, c'est de la faute à l'Europe (intervention de J.C. François). Quand le patronat des chantiers navals licencie, c'est de la faute «au plan Davignon de liquidation de la Navale française» (intervention de D. Demarch).

Quand l'élevage bovin dans la Creuse connaît des difficultés, c'est de la faute à l'Europe (intervention de A. Teisseidre).

D'où viennent les problèmes du peuple corse ? De l'Europe (A. Poletti). D'où vient le déclin de la marine marchande française ? De l'Europe (N. Gauthier). Les difficultés du poids lourd français ? L'Europe, bien sûr (A. Gérin). La suppression des IPES à l'université, le numerus clausus, la réforme des langues ? L'Europe (F. Combes).

On pourrait citer bien d'autres exemples. A entendre le PCF, tout ce qui se passe aujourd'hui est la conséquence directe de l'existence de l'Europe. La bour-

geoisie française, notre bourgeoisie, est pour l'essentiel dédouanée ; son seul tort, c'est de vouloir l'Europe.

UNE POSITION LOUVOYANTE

Avant de voir pourquoi le PCF mène une telle campagne, notons au passage que son opposition à l'Europe n'a pas toujours été — c'est le moins que l'on puisse dire — aussi virulente. Si le PCF a effectivement dénoncé le marché commun lors de sa création, sa position s'est singulièrement assouplie par la suite : en 1970, Kanapa réclamait... des pouvoirs plus étendus pour l'assemblée, qu'il boycottait auparavant. Après avoir été hostile à l'élection de l'assemblée européenne au suffrage universel, le PCF modifiait brusquement sa position au début de l'année 77. Cette même année, il proposait, dans le cadre de la renégociation du programme commun, que soit spécifié le fait que l'assemblée européenne «doit pouvoir contrôler le budget» et «être plus étroitement associée à la préparation des décisions de toute nature de la Communauté». Accroissement des pouvoirs, donc. Dans la bouche d'un Mitterrand, de tels propos feraient automatiquement les titres vengeurs de *L'Humanité*. Un tel louvoiement rend quelque peu suspectes les prises de positions actuelles du PCF, d'autant plus qu'il faut constater que les «justifications» politiques et théoriques ne sont apparues que ces derniers mois.

POURQUOI CETTE CAMPAGNE ?

On peut énumérer un certain nombre de raisons qui expliquent la campagne anti-européenne du parti de Marchais :



— Il y a d'abord des raisons tout simplement électorales : le système à la proportionnelle pour les élections du 10 juin encourage les partis à se différencier au maximum. Contre l'Europe, le PCF espère créer un vaste rassemblement des mécontents, et capitaliser leurs voix. De ce point de vue, la réussite n'est pas assurée ; on peut même affirmer, les sondages le prouvent, que le PCF n'ira pas au-delà de son score des législatives de mars 78.

— Il y a ensuite des raisons de pure tactique politique. Le PCF cherche aujourd'hui par tous les moyens à se différencier du PS,

comme il a pu chercher à s'en rapprocher durant la période du programme commun. Dans la mesure où le PS est farouchement pro-européen, il y a là un terrain merveilleux pour continuer les manœuvres de l'union de la gauche.

— La troisième raison tient au manque de perspectives du PCF aujourd'hui, un an après l'échec des législatives. Ce manque de perspectives créant un profond trouble parmi les militants, la mobilisation contre l'Europe, et pour préparer les élections de juin, peut apparaître comme un moyen de remettre au travail des militants de base qui avaient singulièrement diminué leur activité dans la dernière période.

Il est cependant deux autres raisons, plus profondes et plus graves pour la classe ouvrière de notre pays.

DEDOUANER L'URSS ET DETOURNER LA LUTTE DES TRAVAILLEURS

Depuis plusieurs mois, des mouvements offensifs se sont développés chez les travailleurs, dans la sidérurgie notamment. Dans ces luttes, un nombre croissant de travailleurs mettent en cause et la bourgeoisie et la manière dont le PCF se comporte vis-à-vis des mouvements, en tentant de les récupérer à son profit. La campagne anti-européenne a dès lors une fonction bien précise : celle de détourner la colère des travailleurs de leur ennemi direct : notre bourgeoisie, vers des cibles plus lointaines, et notamment les différents organismes européens. Pour atteindre cet objectif, le PCF n'hésite pas à distiller parmi les travailleurs et la population les idées les plus réactionnaires : celle du chauvinisme et de la xénophobie.

Qui lance le mot d'ordre «la Lorraine aux Lorrains» ? L'extrême-droite et le PCF. Qui dé-

ploie sur des monuments aux morts des banderoles du genre «ils ne sont pas morts pour rien» ? Le PCF. Qui prétend s'opposer à l'élargissement de la CEE, y compris au nom du peuple espagnol ? Le PCF. Qui a dit qu'il y «avait eu du bon dans la guerre de 14-18, et en particulier le patriotisme» ? Un responsable local du PCF.

La campagne anti-européenne du PCF a enfin une dernière fonction, qui n'est pas la moindre : celle de dresser un écran de fumée sur les menaces que l'URSS fait peser sur l'Europe. Marchais a beau dire ce qu'il veut sur la manière dont le PCF détermine en toute indépendance sa politique. Force est de constater qu'il y a un pays au monde qui est aussi anti-européen que lui, et c'est l'URSS social-impérialiste. En présentant l'Europe comme dominée par l'Allemagne, et derrière elle par les Etats-Unis, le PCF cache les pressions multiples de l'URSS : En refusant de fait l'Europe, il fait le jeu de la superpuissance soviétique, qui préfère mille fois une Europe divisée, facilitant sa tactique de faire reculer les pays un à un, bouchée par bouchée. Le projet du PCF va totalement dans le sens de ces intérêts-là : le refus des liens avec les autres pays européens aboutirait nécessairement à un rapprochement, que le PCF le veuille ou non, avec l'URSS et les pays qui sont déjà dans sa mouvance. En ce sens, les visées agressives du social-impérialisme en seraient grandement facilitées.

Detourner les luttes des travailleurs de leur véritable cible, notre bourgeoisie, dédouaner l'URSS et faire objectivement son jeu, développer les idées réactionnaires dans le peuple, se servir de l'Europe pour mener sa guerre avec le PS, voilà bien les buts recherchés par le PCF aujourd'hui. Autant de raisons qui doivent conduire à rejeter sa politique.

Les fausses justifications du PCF

Pour masquer la réalité de sa position antieuropéenne, le PCF a été amené dans la dernière période à fournir toute une série de justifications économiques et politiques. On peut les résumer ainsi : si les capitalistes français, les gros, les multinationales, sont favorables à l'Europe, c'est parce qu'ils sont prêts à vendre les intérêts de la France, à la vassaliser, au profit d'une Europe dominée directement par la RFA, elle-même sous la haute tutelle des Etats-Unis.

Quelques remarques : notons tout d'abord qu'il n'est question dans les explications du PCF que des «multinationales», à base française ou non, et pas du tout des capitalistes, petits ou gros, qui n'opèrent que sur le territoire national. Faut-il se battre pour les intérêts de ceux-là ? Pour le PCF, la bourgeoisie française serait donc décidée à se vendre. C'est finalement nier l'existence de l'impérialisme français, ou appeler à sa défense. Qui pourrait prétendre que les grands

groupes français, ou le gouvernement français, ne défend pas ses propres intérêts, qu'il ne joue pas leur propre carte ? Comment expliquer les longues négociations de Bruxelles, comment expliquer qu'à de multiples reprises, la construction européenne a été ralentie du fait même de la rivalité des impérialismes ?

L'explication du PCF ne vaudrait que si nous étions en présence d'une France capitaliste complètement exsangue et d'une Allemagne dotée d'une force politique et économique sans commune mesure. Nous voyons par ailleurs ce qu'il en est de la RFA. Quant à la France, contentons-nous de signaler quelques faits : de 1970 à 1978, la production française a crû de 30 %, contre 20 % pour l'Allemagne. Du fait de son passé colonial, la France dispose encore de liens beaucoup plus ténus avec certains pays du Tiers Monde que l'Allemagne. Du point de vue militaire, l'avantage est globalement à la France, troisième puis-

sance nucléaire mondiale.

Sans nier aucunement le poids de la RFA, et la manière dont elle a jusqu'à présent mieux supporté la crise, on constate que la différence n'est pas telle que la bourgeoisie française en soit à se livrer pieds et poings liés. Le PCF part en guerre contre «l'Europe germano-américaine». Il présente la RFA comme une sorte de jouet de l'impérialisme US. Là encore, il n'hésite pas à recourir à tous les simplismes pour justifier sa campagne anti-européenne. En effet, s'il est vrai que la RFA reste solidement soudée au bloc occidental, les exemples ne manquent pas qui montrent que des contradictions, dans tous les domaines, se sont développées entre la RFA et les USA. Il faut même constater que c'est dans les domaines où les contradictions sont les plus vives entre la RFA et les USA (nucléaire, aéronautique, système monétaire) que la coopération franco-allemande, ou la coopération européenne, est la plus grande.

QUE PENSER DE L'ELARGISSEMENT DE L'EUROPE ?

Le 25 avril 1957, 6 gouvernements signaient le Traité de Rome, instituant la Communauté économique européenne. L'Europe des 6 états née. Le 1^{er} janvier 1973, au terme d'un long processus, trois nouveaux pays entraient de plain pied dans la CEE : la Grande-Bretagne, le Danemark, et l'Irlande. C'est l'Europe des 9, dont le parlement sera élu le 10 juin prochain.

Mais déjà, l'Europe des 12 est au cœur du débat. Trois pays, qui entretenaient depuis longtemps des rapports privilégiés avec la CEE, l'Espagne, le Portugal et la Grèce, ont demandé officiellement à faire partie de l'Europe. Le 28 mai, Giscard, président actuel du Conseil européen, signe même le traité d'adhésion de la Grèce.

Les raisonnements simplistes, qu'ils viennent du gouvernement et du PCF, n'ont pas leur place quand il s'agit de poser le problème de l'élargissement de l'Europe. Les uns et les autres ne retiennent que quelques aspects d'une même réalité, les déformant même au passage, pour s'en servir dans le cadre de la campagne électorale.

Le PCF s'appuie sur les légitimes inquiétudes des agriculteurs du midi, notamment des viticulteurs. Mais il va plus loin : à l'entendre, l'entrée des trois pays, et surtout de l'Espagne, va causer des difficultés y compris à nos industriels. Belle sollicitude pour nos patrons, et sollicitude d'autant plus suspecte que ces mêmes patrons sont, eux, favorables à l'élargissement de l'Europe ! Le PCF voudrait-il défendre les patrons français contre eux-mêmes ? Giscard, lui, est favorable à l'élargissement de l'Europe, et le plus tôt possible. Mais là encore, ce sont ses intérêts qu'il met en avant : il pense que la présence plus massive des pays de l'Europe du Sud revalorisera sa propre position politique au sein du Conseil européen.

Ni le PCF, ni Giscard, ni tous ceux qui gravitent autour de ces deux pôles, ne disent la vérité. Et la vérité, elle est dans les faits.

Le premier de ces faits, c'est l'existence des deux superpuissances, les dangers qu'elles font courir à la paix, et l'existence de l'Europe comme point clé de leur rivalité. De par leurs positions stratégiques l'Espagne, la Grèce et le Portugal sont l'objet d'intenses pressions de la part du social-impérialisme principalement. Si la présence dans la Communauté européenne n'est pas la panacée pour s'opposer aux pressions des superpuissances, il n'en est pas moins vrai qu'isolés, ces pays n'en sont que plus vulnérables.

Le deuxième fait, c'est l'existence, dans ces trois pays, d'une classe ouvrière et d'un peuple qui ont su montrer à de nombreuses reprises leur capacité de lutte. Le peuple grec a su chasser le fascisme des colonels imposé par les Américains ; qui ne se souvient pas de la vaillante révolte de l'école polytechnique ? Qui ne se souvient aussi de l'extraordinaire ébullition de la classe ouvrière et du peuple portugais dans les années 75-76.

En Espagne, 40 années de la plus terrible dictature fasciste, celle de Franco, n'ont pu venir à bout du peuple espagnol, de sa

combativité et de ses capacités d'organisation. Aujourd'hui encore, les patrons et le gouvernement espagnol savent à quoi s'en tenir sur la combativité des travailleurs d'outre-Pyrénées, qu'ils soient basques ou castillans, valenciens ou catalans. L'entrée de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal dans la CEE, signifierait nécessairement un renforcement du poids de la classe ouvrière au sein de l'Europe, elle signifierait nécessairement un renforcement et une audience accrue des luttes populaires dans cette Europe.

Le troisième fait qu'il s'agit de prendre en compte concerne les répercussions sur les masses populaires des pays concernés par l'élargissement du marché commun. La situation est de ce point de vue contrastée. A court et moyen terme, les paysannes d'Espagne, de Grèce et du Portugal profiteront certainement de l'élargissement. Les classes ouvrières, par contre, risquent de payer les conditions fixées par la commission de Bruxelles aux capitalistes de ces trois pays.

En France, c'est bien sûr les viticulteurs sur qui l'élargissement de l'Europe fait courir les plus terribles menaces. Si l'Espagne entrait aujourd'hui dans le marché commun, sans conditions, c'est-à-dire si les barrières douanières étaient supprimées immédiatement, ce sont des centaines de milliers de viticulteurs qui seraient ruinés. C'est inacceptable. Et ce ne sont pas les maigres conditions avancées aujourd'hui par le gouvernement français et la commission de Bruxelles qui sont de nature à porter remède à ce phénomène.

Une attitude conséquente vis-à-vis de l'élargissement du marché commun se doit de prendre en compte ces différents aspects. Dans la situation internationale d'aujourd'hui, refuser l'entrée de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal dans la CEE, c'est condamner ces pays à l'isolement, c'est faciliter les pressions du social-impérialisme. L'élargissement de l'Europe ne saurait cependant se faire par la ruine de centaines de milliers de viticulteurs, éléments du peuple.

L'Europe que nous voulons, c'est une Europe qui s'oppose aux superpuissances et à leurs visées hégémoniques, mais c'est aussi une Europe des luttes. En luttant contre la bourgeoisie française, pour lui imposer ce droit élémentaire de vivre et travailler au pays, les viticulteurs participeront à la construction de cette Europe des peuples.

L'Espagne, la Grèce et le Portugal réunissent un certain nombre de caractères communs :

- Leurs positions stratégiques tout d'abord ; la Grèce d'un côté, la péninsule ibérique de l'autre, contrôlent d'importantes voies d'accès à la mer Méditerranée. C'est important, dans la mesure où les superpuissances entendent développer en Méditerranée un potentiel militaire considérable.

- Il y a également des caractéristiques politiques communes : les trois pays étaient encore, il y a peu, sous domination du fascisme, dont la lutte des peuples a fini par venir à bout. Tous les trois sont aujourd'hui gouvernés par des bourgeoisies de type centristes, pro-américaines. Le poids des partis révisionnistes y est fort, moins certes qu'en France et en Italie, mais considérablement plus qu'en RFA ou en Grande-Bretagne.

- Il existe enfin des caractéristiques économiques communes : dans les trois pays, l'agriculture tient encore une large place, prépondérante en Grèce et au Portugal. L'Espagne a amorcé depuis quelque temps une industrialisation poussée, devenant la 10^e puissance industrielle du monde occidental.



Midi viticole : l'inacceptable



Beaucoup de choses ont déjà été dites sur les conséquences que l'entrée de l'Espagne dans la CEE pourrait avoir sur le midi viticole, et plus généralement sur le Languedoc-Roussillon. Le problème se présente dans des termes simples : les productions agricoles de l'Espagne sont à peu près du même type que celles du Languedoc-Roussillon. L'arrivée massive de ces productions espagnoles sur le marché européen, à des coûts plus bas, aboutirait nécessairement à d'énormes difficultés d'écoulement de leurs produits pour les paysans français.

Un exemple : celui du vin de table. Le Languedoc-Roussillon en produit 25 000 000 d'hectolitres, à un prix de revient de 1,20 franc le litre. Ces 25 millions d'hectolitres sont actuellement très difficilement écoulés du fait notamment de la concurrence des vins italiens, du fait aussi de la politique des gros exploitants viticoles. L'Espagne n'est actuellement autorisée à exporter vers la CEE que 500 000 hectolitres de vin, dont environ 300 000 de vins de table. Or sa production est de 10 200 000 hectolitres, avec un prix de revient de 0,80 franc le litre, soit plus de 30 % moins cher.

On imagine aisément les conséquences qu'aurait pour les producteurs français l'arrivée massive sur le marché européen des 10 millions d'hectolitres espagnols.

D'autres productions sont concernées : à des degrés divers, on peut citer l'abricot, la pêche, la pomme, le raisin de table, la salade, la tomate, les vins personnalisés, les vins doux naturels, etc.

Face à cette situation, le gouvernement français reste dans la vague : il n'a encore rien décidé, mais tente de calmer la colère des paysans en promettant que des mesures seront prises, ou encore en disant que la suppression des barrières douanières avec l'Espagne ne se fera qu'au terme d'un long processus, dix ans peut-être...

On sait ce que valent ces promesses. Depuis longtemps déjà, la politique du gouvernement est d'accélérer la disparition de larges pans de la viticulture française. S'il ne le fait pas aussi vite qu'il le voudrait, c'est par crainte des réactions des viticulteurs, comme l'a montré Montredon, en 1976.

Le PCF, lui, se sert de la colère des viticulteurs pour avancer ses propositions politi-

ques. Dans une région où le PS est largement implanté, il a trouvé dans la bataille contre l'élargissement un merveilleux terrain pour continuer sa polémique sur l'Union de la gauche. Comme en Lorraine à propos de l'Allemagne, il tente dans le midi de développer le chauvinisme, il tente d'opposer paysans français et paysans espagnols. Ce qui lui importe, ce n'est pas la défense des petits viticulteurs, producteurs individuels, éléments du peuple, mais la défense de « la viticulture française », mêlant ainsi petits producteurs individuels et gros négociants. Comme s'il pouvait y avoir des intérêts communs entre eux !

L'issue, elle, n'est ni dans le chauvinisme, ni dans la participation aux manœuvres politiciennes, qu'elles viennent de Giscard, du PCF, ou du PS et de son rapport, œuvre d'un riche propriétaire. Elle est dans la lutte autonome des viticulteurs.

L'issue, elle, n'est pas dans l'opposition de l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun, elle est dans la lutte contre la bourgeoisie française, car c'est elle qui est responsable des conditions de vie faites aux petits viticulteurs.

Point-clé de la rivalité URSS-USA

L'EUROPE FACE AUX DANGERS DE GUERRE

Les menaces de guerre qui se précisent dans le monde menacent directement la paix et la sécurité des peuples en Europe. Sous prétexte qu'à l'heure actuelle, les conflits armés où sont impliquées les superpuissances, se déroulent à distance de l'Europe, Giscard, Chirac, Mitterrand, Marchais, se retrouvent pour entretenir l'illusion d'une détente Est-Ouest, dont notre continent — qui resterait à l'abri de tensions et de conflits considérés comme toute comme marginaux — serait le principal bénéficiaire.

DEMENTIE PAR LES FAITS

Cette dangereuse illusion est démentie par les faits. Et d'abord celui-ci : c'est sur le sol européen, aujourd'hui où se font face les dispositifs de l'OTAN et du pacte de Varsovie, que sont concentrés les plus importants arsenaux de la planète, c'est là que se trouve la plus grosse partie des forces militaires mondiales, la plus grande densité d'effectifs, la plus grande partie des charges nucléaires, des avions de guerre... C'est le résultat de la gigantesque course aux armements à laquelle se livrent les Etats-Unis et l'URSS, et qui alimente leurs pressions respectives de plus en plus fortes sur les pays ouest-européens. Ceci témoigne de l'enjeu décisif que représente l'Europe pour les deux superpuissances, dans le cadre de leur rivalité qui s'est constamment renforcée tout au long des années 1970.

La politique dite de «détente» entre les USA et l'URSS, symbolisée pour ce qui concerne l'Europe, par la conférence d'Helsinki de 1975, loin de rédui-

re les tensions de notre continent, a surtout contribué à leur donner une plus grande extension. C'est à l'abri de cette politique notamment, que l'URSS, devenue dans les années 60, sur la base de la restauration du capitalisme, une nouvelle superpuissance, le seul impérialisme de taille à rivaliser avec les Etats-Unis, a multiplié les pressions, directes et indirectes sur l'Europe occidentale.

UN ENJEU CONSIDERABLE

Car l'URSS impérialiste ne pourrait prendre un avantage décisif sur les Etats-Unis qu'en privant ceux-ci de leurs positions essentielles dans le monde. Or, justement, l'Europe occidentale est, de ce point de vue, vitale pour les Etats-Unis ; ceux-ci ont besoin de la maintenir dans leur zone d'influence — comme actuellement — pour rester une puissance prétendant à l'hégémonie mondiale. L'importance du dispositif militaire américain dans la zone européenne témoigne de ce souci de la bourgeoisie américaine.

Par son potentiel humain, ses richesses, sa technologie, ses relations internationales au carrefour avec l'Afrique et l'Asie, l'Europe est en effet un enjeu considérable.

Malgré les résistances opposées par les impérialismes ouest-européens, notamment dans le domaine économique, l'emprise américaine en Europe reste très grande. Outre la dépendance européenne très forte dans le domaine militaire, vis-à-vis des Etats-Unis et de leur «parapluie nucléaire» (du fait même de l'absence d'une défense européenne indépendante), on consi-

tate que la CEE est devenue en 1970 la première zone d'investissements américains à l'étranger, alors qu'elle était déjà le premier partenaire commercial des Etats-Unis qui restent son premier fournisseur.

Par ailleurs, c'est en s'emparant du contrôle d'une partie du potentiel technologique et humain de l'Europe, que les entreprises américaines ont pu établir leur suprématie au niveau mondial, dans des secteurs décisifs, à technologie de pointe, tels que le nucléaire ou l'informatique.

S'appuyant sur les mille liens politiques, économiques, financiers et militaires, noués avec l'Europe, depuis la dernière guerre, les Etats-Unis tentent de profiter de la menace croissante que représentent les ambitions soviétiques de domination mondiale, pour maintenir leur suprématie en Europe occidentale. Ils l'ont manifesté de façon nette en s'ingérant à plusieurs reprises dans les affaires intérieures des pays européens, par exemple en développant des pressions politiques sur la France et l'Italie, lorsque l'éventualité s'est présentée d'une accession au pouvoir du PCF ou du PCI.

L'OFFENSIVE SOVIETIQUE

Dans la perspective d'affaiblir de façon décisive son rival américain, et d'acquiescer pour elle-même, notamment dans le cadre d'une «coopération économique» qu'elle contrôlerait, le potentiel technologique de l'Europe, l'URSS a considérablement développé ses pressions. Elle s'est appuyée pour cela sur les moyens que lui donnait sa main-

mise sur l'Europe de l'Est, pratiquement cautionnée par la conférence d'Helsinki de 1975, sur «la paix et la sécurité» en Europe.

Ainsi, le renforcement du Pacte de Varsovie, imposé non sans résistance — notamment de la Roumanie — aux pays est-européens, a permis à l'URSS de développer ses pressions directes sur l'Europe de l'Ouest. En témoigne l'ingérence directe des dirigeants soviétiques dans la politique française par leurs interventions répétées depuis 76 pour réclamer que la France remette en cause sa politique de défense, et notamment les éléments d'indépendance subsistant dans cette politique. En témoignent les pressions exercées, au Nord de l'Europe occidentale, sur les pays scandinaves pour qu'ils réduisent leurs mesures de défense, tandis que l'URSS renforçait son dispositif aux frontières de la Norvège et déployait sa flotte dans cette zone, se réservant, par ce contrôle sur l'Atlantique Nord, la possibilité, en cas de conflit, de couper les communications entre l'Amérique et l'Europe.

Les pressions que l'URSS exerce directement sur l'Europe occidentale, tout en s'appuyant sur la formidable croissance du potentiel militaire soviétique, sont, pour le moment, avant tout politiques. Ainsi, l'URSS entend jouer au maximum sur les divisions des pays ouest-européens entre eux, sur leur rivalité inter-impérialiste, pour développer bilatéralement avec eux, des relations différenciées, aiguës la concurrence en se servant par exemple des contrats économiques signés ou remis en cause avec les uns et les autres.

Le débat actuel au sein de la bourgeoisie ouest-allemande, avec les considérations sur le caractère «défensif» de l'armement soviétique ou le «sang-froid» des dirigeants du Kremlin dans leur politique étrangère, est significatif de la force des pressions soviétiques. Détacher progressivement, par tout un processus, chaque pays européen, de la zone d'influence américaine, pour le placer sous son influence, ou le neutraliser, en profitant des reculs de l'impérialisme US au plan mondial, c'est ce que recherche l'URSS.

MANOEUVRES D'ENCERCLEMENT

Dans les pressions qu'elle exerce directement sur l'Europe occidentale, l'URSS s'appuie sur le développement de ses interventions contre le Tiers Monde. Tard venu, en tant que nouvelle superpuissance, sur la scène mondiale, l'URSS essaie d'exploiter à fond les reculs que les luttes des peuples ont imposé à la superpuissance américaine, n'hésitant pas à agresser directement les peuples qui refusent de voir l'indépendance qu'ils ont arrachée aux impérialismes d'Occident, remise en cause par le nouvel impérialisme soviétique.

Ces interventions en Afrique, au Proche-Orient, en Mer Rouge, dans la région du Golfe persique, en Asie du Sud-Est, loin de détourner l'URSS de l'enjeu européen, représentant

en fait la trame d'un vaste dispositif susceptible d'asphyxier l'Europe pour mieux la contraindre de passer sous l'influence soviétique. Car, en effet, l'Europe est presque entièrement dépendante pour sa survie (comme pour sa défense), d'approvisionnements extérieurs en matières premières, notamment énergétiques. Elle se trouve ainsi dans une position quasi-insulaire face à l'URSS aux dimensions continentales disposant de ressources considérables et d'approvisionnements sûrs. Or, c'est justement la lutte pour le contrôle des sources d'approvisionnement de l'Europe et des grandes voies d'acheminement maritimes qui est le mobile de l'effort d'expansion soviétique à l'heure actuelle. De l'Afghanistan à l'Ethiopie, en passant par le Yémen, les points d'appui acquis par l'URSS lui permettent d'exercer son contrôle sur le trafic de la Mer Rouge et de menacer ou contrôler les principales ressources pétrolières des pays occidentaux. En Afrique, où l'Europe s'approvisionne en matières premières, de multiples manœuvres soviétiques et cubaines visent à couper le continent en deux et à s'infiltrer en Afrique australe. Ceci, dans le même temps, où en Asie du Sud-Est, l'URSS bafoue la souveraineté des peuples, comme au Cambodge, avec le Vietnam comme point d'appui, tente d'encercler la Chine, et de contrôler les routes d'approvisionnement du Japon en matières premières, ainsi que les communications entre le Pacifique et l'Océan indien.

Par le déploiement de cette offensive, le social-impérialisme soviétique s'affirme aujourd'hui comme le principal fauteur de guerre, cependant que son rival américain ne renonce nullement à ses propres ambitions de domination mondiale. Il en résulte une aggravation de la rivalité entre eux, qui fait croître la menace d'une nouvelle guerre mondiale.

Y faire face impose la constitution d'un front antihégémonique mondial, contre les deux superpuissances, ennemi principal des peuples.

Dans ce cadre-là, les peuples d'Europe ont intérêt aujourd'hui à ce que, contre les superpuissances, contre leurs pressions et manœuvres de division, se renforce la coopération entre les différents pays d'Europe.

Les peuples d'Europe, tout en luttant pour l'avènement du socialisme, doivent combattre toutes les compromissions, les tendances à la capitulation, vis-à-vis des superpuissances, des bourgeoisies ouest-européennes.

Ils doivent renforcer leur solidarité avec la lutte des peuples du Tiers Monde, lutte qui revêt une importance décisive pour déjouer les manœuvres d'encerclement de l'Europe par l'URSS, et isoler les deux superpuissances.

PREPARATIFS DE GUERRE

Accords SALT

Entre la signature en 1972, du traité SALT I, et aujourd'hui - veille de la signature de SALT II - le rapport de forces entre les deux superpuissances, dans le domaine des armements nucléaires stratégiques, a beaucoup changé. Dans le cadre d'un renforcement considérable des arsenaux nucléaires des deux superpuissances, l'URSS a rattrapé très vite son retard sur les Etats-Unis, parvenant à la parité stratégique.

L'accord SALT I, puis l'accord SALT II qui vient d'être négocié, constituent une sorte d'entente tacite entre l'URSS et les Etats-Unis, pour qu'une éventuelle guerre entre eux, ne se déroule pas sur leurs territoires respectifs mais, sur des champs de bataille extérieurs, tels que l'Europe. Ceci souligne la place d'enjeu, susceptible d'être marchandé, qui est assignée au territoire et aux populations d'Europe, et relativise la crédibilité du «parapluie nucléaire» américain, censé protéger l'Europe.

Chars

En Europe, le Pacte de Varsovie a acquis sur l'OTAN, une supériorité écrasante dans le domaine des armements conventionnels. Ainsi, par exemple, dans les zones Nord, centre et Sud de l'Europe, le

Pacte de Varsovie dispose de 26 500 chars alors que l'OTAN en dispose de 11 000.

On estime que l'URSS produit actuellement en six semaines le nombre de chars que la France possède, soit 800 à 900.

Marine

En dix ans, la marine de guerre soviétique a acquis une puissance considérable, qui en fait un des très grands moyens de pression de l'URSS sur l'Europe occidentale, qu'elle peut ainsi prendre en tenailles, simultanément, par le Nord et le Sud, comme l'ont montré dès 1970, les grandes manœuvres navales OKEAN. L'URSS dispose de la plus grande flotte sous-marine du monde. Sa flotte de guerre est relayée par la flotte civile, ses flotilles de pêche et ses navires marchands étant utilisés pour l'espionnage et les livraisons d'armes. Le caractère de la marine soviétique qui, au début des années 60, était avant tout de défense côtière, a changé : elle est aujourd'hui conçue pour intervenir sur des théâtres d'opérations de plus en plus éloignées de l'URSS, comme le montre la formation accélérée d'unités de débarquement — parallèlement au développement de troupes aéroportées — et d'un corps de «marines», en tous points semblable à celui utilisé par les USA dans leurs guerres d'agressions. Les arrières européens et même les côtes d'Europe se trouvent ainsi à portée de l'URSS.